

Port industriel et projets routiers dans les Yvelines : Les défenseurs de l'environnement saisissent la justice !

C'est du jamais vu dans les Yvelines, plusieurs associations de protection de l'environnement viennent de s'unir pour demander au tribunal administratif de Versailles l'annulation de plusieurs projets qu'elles estiment inadaptés, trop coûteux et écocides.

***Elles tiendront une conférence de presse à la salle Lepic d'Andrézy (8 rue du Général Lepic)
Le vendredi 25 février à 10h30, pour expliquer leur démarche.***

Depuis plus de 30 ans cette vallée de Seine est maltraitée et les associations sont le dernier rempart à des projets d'aménagement et d'infrastructures d'une autre époque : autoroute urbaine, voie rapide traversant une île piétonne, déviation routière dans la forêt, carrières et cimenterie dans le parc naturel du Vexin...

Tous ces projets ont comme point commun qu'ils entraîneront une **dégradation significative de la qualité de vie des habitants et la destruction de l'environnement**.

Face au rouleau compresseur des aménageurs et bétonneurs, des associations ont donc décidé de faire cause commune en lançant une série de recours juridiques.

Pour mettre toutes leurs chances de leur côté, **elles se sont entourées d'avocats spécialistes des causes environnementales**, à savoir Me Alexandre FARO (Avocat de FNE et de Greenpeace – Spécialiste des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ICPE) et Me Benoist BUSSON (Avocat de FNE - Spécialiste loi sur l'eau et espèces protégées).

Ces deux habitués des dossiers complexes viennent donc de déposer plusieurs requêtes en annulation contre les projets de **port d'Achères (PSMO)** et de **requalification de la RD190** entre Triel-sur-Seine et Carrières-sous-Poissy, portés respectivement par Haropa Ports de Paris et le Conseil Départemental de Yvelines.

Pour expliquer leur décision, les associations rappellent que cette démarche intervient en dernier recours, car **les processus de concertation et de participation du public ont dysfonctionné** :

« Si l'on prend l'exemple du projet de port d'Achères, il est totalement aberrant que des associations comme les nôtres, qui prônons pourtant le report modal, soient obligées de l'attaquer. Si nous en sommes là, c'est parce que Ports de Paris n'a pas réussi à adapter suffisamment son projet aux enjeux environnementaux du territoire. Alors que la priorité aurait dû être de créer une véritable liaison « Voie d'eau eau – Rail », ce projet est davantage axé « Voie d'eau – Route ».

Nos associations demandent, depuis 2014, que cet aspect du projet soit amélioré, mais Haropa fait la sourde oreille. Que devrions-nous faire ? Laisser l'argent public couler à flot pour construire un port déjà dépassé avant même que ses travaux de construction aient commencé ? Laisser ce projet se faire, pour qu'il serve de justification à la création de routes et d'autoroutes qui viendraient inévitablement dégrader une qualité de l'air déjà très mauvaise dans cette vallée de Seine ?

Nous aimons notre territoire et souhaitons qu'il évolue vers un modèle plus vertueux sur le plan environnemental, davantage en phase avec les besoins des habitants. Si cela doit passer par des procédures longues, nous y sommes préparés et ne ménagerons pas notre énergie. »

Lors de la **conférence de presse du 25 février prochain**, les associations, entourées de leurs conseils, reviendront plus en détails sur les nombreuses raisons qui justifient le dépôt de ces procédures et feront un point sur les autres projets qui pourraient être attaqués dans les mois à venir.

Liste des associations **requérantes** ou soutenant les recours (ordre alphabétique) :

ADIV Environnement

AVL3C (Association Vexinoise de Lutte Contre les Carrières Cimentières)

Bien Vivre à l'Hautil

Bien vivre à Vernouillet

CEAS (Construisons Ensemble un Andrézy Solidaire)

COPRA 184 (Collectif Pour la Protection des Riverains de l'Autoroute A184 – devenue A104)

NPA (Non au Pont d'Achères)

RSNE (Rives de Seine Nature Environnement)

Triel Environnement